

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le bal des vampires

Les dirigeants de l'union européenne et la crise financière

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 12 avril 2008

Démocratie & Socialisme

Après avoir mis près de 200 milliards d'euros à la disposition des banques européennes en août 2007 et, ainsi, encouragé leur frénésie spéculative, les dirigeants de l'Union européenne entendent bien, aujourd'hui, faire payer la note de ses largesses aux salariés européens.

En août dernier, le président de la BCE, Jean Claude Trichet avait apporté tout le soutien dont il était capable à l'augmentation des actifs financiers. Tout honte bue, il s'élève aujourd'hui contre les risques d'inflation salariale. En toute « indépendance », il condamne ainsi les 5,12 % d'augmentation obtenus par les salariés de la sidérurgie allemande et met en garde contre la spirale « augmentation des prix-augmentations de salaires ». La spirale « augmentation des profits-augmentation des salaires » ne fait visiblement pas partie du paysage économique de M. Trichet.

La Banque Centrale Européenne et l'inflation

Il fait ainsi la preuve que son problème n'est pas l'inflation mais la hausse des salaires. Il devient de plus en plus indéniable que la lutte contre l'inflation n'est pour la BCE qu'un prétexte pour préserver les profits de toute augmentation de la part des salaires dans le partage des richesses.

Le même Trichet justifie la cherté de l'euro en affirmant qu'un euro « fort » modère l'alourdissement de la facture pétrolière et de la plupart des matières premières importées, libellée en dollars. Ce serait, selon lui, avec le « modération salariale », la raison principale de la sagesse de l'inflation en Europe.

La sagesse de l'inflation est toute relative : même le gouvernement Sarkozy a été obligé d'admettre l'augmentation du prix des produits alimentaires et de l'énergie.

Mais surtout, si l'on prenait M. Trichet au sérieux, il faudrait en conclure que la baisse continue du dollar aurait dû se traduire par une flambée de l'inflation aux Etats-Unis. Ce n'est pas le cas : la dégringolade du dollar face à l'euro depuis janvier 2002 n'a pas entraîné de dérive des prix dans ce pays. Une nouvelle fois, la preuve est faite que M. Trichet fait tout et n'importe quoi pour justifier sa lutte contre les augmentations de salaire.

Le véritable rôle de l'euro cher devient de plus en plus évident. Il s'agit de ne plus laisser qu'une seule variable d'adaptation pour pouvoir exporter les produits et les services de la zone euro : la baisse des salaires, l'augmentation continue de la productivité du travail.

L'euro cher, la croissance et le traité d'Amsterdam

Face à la crise financière, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont pressé les pays qui, telle la France, n'ont pas équilibré leur budget d'accélérer « le rythme de réduction des déficits et de la dette ». La volonté de ces chefs d'Etat de faire payer la crise, non aux intouchables banquiers, mais au salariat est évidente. Cette volonté est d'autant plus inadmissible que dans tous les pays européens les dettes ont augmenté sous le coup des cadeaux fiscaux faits aux plus fortunés. Les 15 milliards de cadeaux fiscaux accordés par Sarkozy à quelques milliers de ménages est le dernier avatar de cette politique.

Mais du coup, personne, et surtout pas les économistes libéraux, ne semble se rappeler quelle était la justification du

traité d'Amsterdam qui, en 1997, décidait de limiter les déficits et les dettes publiques des pays de la zone euro.

Cette justification était pourtant développée à longueur de colonnes par tous ces économistes amnésiques : des déficits ou des dettes publiques excessifs dans un ou plusieurs pays de la zone euro pénaliseraient l'ensemble des pays de cette zone. En effet, les marchés des changes sanctionneraient toute dérive des finances publiques d'un Etat-membre en faisant baisser la valeur de l'euro sur le marché des changes. En cinq ans, la valeur de l'euro a connu une envolée de 85 % de sa valeur par rapport au dollar. Ne serait-il pas temps d'en tirer toutes les conclusions, notamment en termes de déficits publics et de redonner aux Etats de la zone euro la liberté de leur politique budgétaire ? Quels seraient les risques d'une telle politique ?

Rendre l'euro moins cher par rapport au dollar, au yen et au yuan ? Ce n'est pas un risque mais une nécessité.

Laisser filer les déficits publics ?

Mais si ces déficits permettaient, dans un premier temps, de répondre à l'urgence sociale, de relancer la consommation et la croissance, ils seraient beaucoup plus facilement résorbés dans un deuxième temps. D'autant plus facilement d'ailleurs que la BCE baisserait ses taux, donnant ainsi un coup de fouet à la croissance et allégeant ce qui coûte le plus cher dans le remboursement de la dette publique, les intérêts versés aux rentiers.

Jean-Jacques Chavigné